

La Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Bilan, enjeux et «questions vives»

In: Genèses, 10, 1993. pp. 124-135.

Citer ce document / Cite this document :

Blanckaert Claude. La Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Bilan, enjeux et «questions vives». In: Genèses, 10, 1993. pp. 124-135.

doi : 10.3406/genes.1993.1161

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1993_num_10_1_1161

La Société française pour l'histoire des sciences de l'homme

Bilan, enjeux et «questions vives»

Claude Blanckaert



1. Un certain nombre de ces rapports, remaniés pour la publication, ont été présentés dans un numéro spécial de la *Revue de Synthèse*.

2. Cf. les *Actes* du colloque «Les sciences humaines. Quelle histoire ?/!», de mai 1980, publiés sous forme dactylographiée par l'Université Paris X-Nanterre, où l'on verra condensé tout l'argumentaire philosophique que j'évoque plus haut.

3. A l'exception de quelques revues telles *Les études durkheimiennes* (1977-1987), *Histoire Epistémologie Langage*, publiée par la Société d'histoire et d'épistémologie du langage (créée en janvier 1978) ou la *Revue de Synthèse* qui a de longue date accueilli des travaux nombreux en histoire des idées scientifiques, les périodiques spécialisés tels *Gradhiva*, *Genèses*, *Entreprises et Histoire*, etc. se sont multipliés après 1986. Toutes les créations qui sont portées à notre connaissance sont répercutées dans le *Bulletin d'information de la SFHSH* (c/o Centre Alexandre Koyré, 57 rue Cuvier, 75231 PARIS Cedex 05). Nous ne disposons pas en France de revue généraliste comparable au *Journal of the History of the Behavioral Sciences* (créé en 1965) ou à *History of the Human Sciences* (1988).

La création de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (SFHSH) a été décidée le 15 avril 1986, à l'issue d'un colloque de «définition» rassemblant un grand nombre de chercheurs qui voulaient promouvoir, sur une base institutionnelle stable, les études historiographiques relatives aux sciences sociales et humaines. Organisé sous le patronage du CNRS par Alain Drouard et Bernard-Pierre Lécuyer, ce colloque, à la fois état des lieux, opération de sensibilisation et prospective raisonnée, obéissait au découpage des disciplines reconnues comme telles dans le Département des sciences de l'homme et de la société. Cette division disciplinaire était bien sûr contestable. Elle permettait néanmoins de rendre visibles, dans les divers rapports introductifs, d'étonnantes disparités selon les secteurs de la recherche concernés. Ainsi l'implantation et la reconnaissance internationales de certains domaines – l'histoire de la géographie, de la médecine ou de la linguistique, par exemples – contrastaient avec la quasi-déshérence, le manque réel de productions ou l'absence de structures constatés en d'autres lieux, la psychologie représentant sans doute, à cette date, un cas-limite dans l'axe du sous-développement. En dépit de ces différences, la plupart des rapports dénonçaient certaines stagnations, l'hostilité du corps professionnel (dans les disciplines), les blocages administratifs et la faible visibilité d'un domaine qui tendait généralement à se maintenir aux marges des institutions. De là la «clandestinité» des initiatives individuelles et ses conséquences : l'isolement des chercheurs, l'attitude réservée des responsables de laboratoire, le retour intellectuel presque nul de travaux ponctuels accomplis sur un mode artisanal, ceci sans préjuger de leur valeur scientifique. En bref, un «retard» spécifique par rapport au «développement» constaté de ces recherches historiques dans d'autres pays, retard redoublé par l'inexistence d'enseignements réguliers dans

ces matières en France. Aussi négatif fût-il, ce bilan qu'il n'est pas nécessaire de circonscire portait témoignage de démarches à la fois conscientes de leur échec relatif et oubliées, pour un temps, des divisions d'écoles qui les avaient auparavant désunies et fragilisées¹.

Le colloque de «définition» du CNRS d'avril 1986 adopta en apparence, et ce jugement ne tient pas compte de la qualité des rapports et interventions, un profil culturel «bas». La politique de recherche, les difficultés matérielles, les problèmes de reconnaissance statutaire étaient l'enjeu ou le premier motif des discussions. La possibilité même de faire valoir ou exister le domaine historiographique se voyant menacée, les participants se mobilisèrent «pour» une histoire des sciences de l'homme et revendiquèrent un terrain de compétence mal connu, et surtout mal reconnu. Le colloque, tout «pragmatique» qu'il apparût, signifiait une déclaration d'intention. Sa large audience le justifia mieux que certains des rapports à tonalité défaitiste. La demande qui s'y fit pressante me paraît, après coup, avoir justifié et parfaitement fondé la volonté de rassemblement et l'ouverture qui présidèrent à la fondation de la SFHSH.

Abandonnant pour un temps les querelles de légitimité qui faisaient l'ordinaire d'une approche essentiellement philosophique de l'histoire de la science (Quel est le statut épistémologique des sciences de l'homme ? Ne se caractérisent-elles pas par un projet plus que par un objet ? En définitive les sciences de l'homme sont-elles des sciences «comme les autres» ? etc.), les animateurs de l'association se tournèrent vers des objectifs pratiques. Face au refus dénégatoire des communautés scientifiques concernées, l'histoire des sciences de l'homme peut-elle (matériellement) exister ? «Pourquoi si peu d'histoire ?» Comment briser les cloisonnements, l'ignorance réciproque des chercheurs isolés (et souvent ostracisés) ?

J'insiste sur ce point pour son caractère inédit et historiquement significatif, au moins dans le contexte des études françaises. Moins de dix années plus tôt, une réunion comparable de chercheurs aurait posé en préalable de ses travaux qu'on définisse «quelle histoire» et que la discussion se focalise sur la double interrogation «pourquoi et sous quelles conditions théoriques faire l'histoire des sciences de l'homme² ?». Certes, ces abords critiques et constitutifs pour le domaine français restaient à l'horizon des débats et de certains rapports préliminaires à la fondation de la SFHSH. Force est de constater qu'ils n'ont plus trouvé d'expression collective dans les années qui suivirent. Aucune proposition de journées d'études émanant soit des membres, soit du Conseil d'Administration de la SFHSH ne les a relayés. Les questions procédurières ou legalistes si favorables à l'investigation épistémologique échangeaient apparemment leur force interpellative pour des affirmations au réalisme brutal : défaut d'encadrement de la recherche collective, faible encouragement à la recherche individuelle, désintérêt des étudiants pour ce qui regarde l'histoire disciplinaire, individualisme trop idiolectal des travaux qui entravait l'accroissement cumulatif des connaissances déjà acquises, mais encore, et plus prosaïquement, destruction des archives, dispersion des bibliothèques spécialisées, pénurie de moyens, de revues spécialisées³ et de lieux d'échange...

Autant d'affirmations, autant de contraintes nouvelles qui touchaient à l'organisation matérielle et à la viabilité même du domaine historiographique. Elles imposèrent un infléchissement de tendances qui, à distance et paradoxalement, favorisait une direction souple, disons «libérale», des études. Sous la conduite volontariste de ses fondateurs, la SFHSH a entrepris de rassembler les intéressés et de leur offrir une tribune d'expression, de promouvoir enfin une approche résolument transdisciplinaire des travaux. Cette perspective



4. Quatre autres colloques sont également programmés : «Expérimenter le social dans l'entreprise», le 20 janvier 1993, co-organisé avec l'Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises (ANVIE) et l'association Entreprise & Personnel ; «Pratiques de la race dans la vie sociale», en mars-avril 1993, en association avec le GDR «Biologie, Société et Culture» ; «Histoire, entreprise et gestion en Europe», le 12 mai 1993, en association avec l'Ecole supérieure de Commerce de Paris ; «La psychologie et ses frontières du XIX^e siècle à nos jours» en juin 1993, en association avec le Groupe d'études pluridisciplinaires d'histoire de la psychologie, récemment créé.

5. Les *Actes* du colloque «Histoire de la préhistoire» seront publiés sous les auspices de la Société préhistorique française, qui patronnait ces journées, ceux des journées «Histoire des sciences de la gestion» et «Questionnaires» sont en cours d'édition.

6. A titre d'exemples de sauvetages heureusement aboutis, les archives Henri Wallon et Henri Piéron (dont une moitié de la correspondance a disparu) ont été classées et les inventaires publiés par Françoise Parot et Thérèse Charmasson. Elles sont dorénavant déposées aux Archives Nationales. De même, les carnets de terrain de Vidal de La Blache (antérieurement non identifiés) ont été retrouvés dans une boîte à chaussures de la Bibliothèque de l'Institut de Géographie et sont actuellement étudiés, ainsi que les archives de Martonne [communication de Marie-Claire Robic].

7. Il y a plusieurs figures de cas que je ne prétends pas couvrir ici. Soit des fonds identifiés ne sont pas accessibles au public, faute de classement (et tel est le cas du fonds Topinard déposé à la Bibliothèque du Musée de l'Homme à Paris, dont un premier inventaire est en cours par Michèle Fonton et moi-même) ; soit ils sont soumis à des conditions de conservation préjudiciables (ainsi, les archives de la Société d'Anthropologie de Paris sont déposées dans les armoires d'un escalier obscur de la Bibliothèque du Musée de l'Homme. Les historiens en espèrent le dépôt légal par la Société, qui permette enfin le nettoyage des papiers, le catalogage et l'étude) ; soit ils sont, cas fréquents, dispersés dans des Laboratoires ou des Centres de recherche et passent, de ce fait, inaperçus. On trouvera dans le *Bulletin* de la SFHSH n° 6 le compte rendu des opérations de valorisation entreprises à l'initiative de la SFHSH à l'INSEE et au Musée de l'Homme. Un certain nombre de recommandations et de vœux ont été adressés aux administrations concernées, relatifs au dépôt automatique des papiers de laboratoire, souvent négligés, et à la création de commissions officielles mixtes d'historiens et de bibliothécaires pour la localisation et le traitement des fonds d'institution. Nous attendons actuellement l'accord des directions.

large, allant des pôles biomédicaux de l'homme jusqu'aux champs du social, de la politique et de la culture, faisait l'unanimité. Pour lever les divisions et les segmentations professionnelles dirimantes, l'association a organisé dès sa création des colloques nationaux et internationaux privilégiant les dénominateurs communs, et les opérateurs, de la difficile constitution des sciences de l'homme : «Mathématiques et sciences sociales : heurs et malheurs (1960-1980)» ; «L'institutionnalisation des sciences de l'homme au XIX^e siècle (1795-1914)» ; «La moyenne dans les sciences de l'homme et ailleurs...» ; «Mathématiques et sciences humaines : démographie, économie, linguistique» ; «Les questionnaires et guides d'enquête dans les sciences de l'homme : objets, objectivations, objectivités (1750-1950)». Deux autres colloques sont prévus, l'un sur «Les relations scientifiques internationales après la crise de 1870» [Paris, 1993], l'autre sur les «relations franco-britanniques dans les sciences de l'homme. Aspects historiques» [Paris, 1^{er} trimestre 1994]. Des journées d'études portant sur des sujets problématiques [«L'eugénisme : science, technique, idéologie»], ou visant la naissance et l'individualisation de champs distincts [«L'histoire de la psychologie sociale» ; «Histoire de la préhistoire» ; «Histoire et épistémologie des sciences de la gestion»] ont permis, dans le même temps, de sensibiliser historiens et scientifiques réunis au devenir changeant des disciplines, dans leurs questionnements, leurs réalisations ou leur spécificité nationale⁴. Certaines de ces manifestations ont été publiées ou sont en voie de publication⁵.

Parallèlement l'animation de la recherche a pris d'autres formes utilitaires. La Société s'est dotée d'un *Bulletin* semestriel permettant de répercuter l'actualité de l'histoire des sciences sociales et humaines dans toutes ses composantes : publications, thèses, enseignements, colloques, vie associative, expositions, chronique de la recherche. Le *Bulletin* a favorisé la

circulation des informations, la transparence interne et la visibilité externe du champ d'études. Il contribue de ce fait à sa structuration et à sa reconnaissance officielle, nationale et internationale. L'accroissement des rubriques et du volume (qui du numéro 1 d'octobre 1988 de quatre pages est passé à cinquante six pages dans le dernier numéro de mai 1992) n'est pas anecdotique. Une communauté de recherche y a trouvé plus que de l'information, la justification d'une vitalité particulière, en force et en nombre, de la nouvelle «discipline». L'individualisation de l'histoire des sciences de l'homme nous a rapidement paru solidaire d'une politique d'ouverture dirigée vers nos collègues étrangers dont les travaux ou les équipes de recherches se recommandaient par leur complémentarité ou leur convergence. Outre la création d'un réseau de correspondants officiels de la SFHSH, nous faisons actuellement un échange régulier de publications, bulletins ou newsletters, avec une quinzaine d'associations, centres et formations de recherche de naissance pour la plupart récente dont les objectifs sont généralement plus spécialisés, que ce soit en histoire de l'anthropologie, de la linguistique, de l'archéologie, de la médecine, de la géographie, de la psychiatrie, de la psychologie, etc. La perspective large choisie par les fondateurs de la SFHSH s'est donc trouvée confirmée et enrichie tout au long de ces années. Cette caractéristique unitaire constitue sans nul doute l'un de ses traits originaux parmi les sociétés comparables. Elle a permis, lors des colloques et conférences, d'engager une réflexion d'ensemble sur les bases méthodologiques adaptées à ce type d'objets historiques transversaux, l'institutionnalisation, l'internationalisme savant et les particularismes nationaux, la standardisation de l'observation, l'opposition entre professionnels/amateurs, les transferts de modèles quantitatifs dans des disciplines à forte tradition «littéraire», mais aussi la muséologie, l'enseigne-

ment, etc. Nous avons trouvé, lors de ces réunions très suivies, l'occasion d'éprouver ce que Judith Schlanger a naguère défini comme la «dimension proprement heuristique de la connivence intellectuelle».

Cette connivence ne s'est pas démentie à propos d'une autre priorité affichée de la SFHSH : la défense et l'illustration du patrimoine archivistique des sciences de l'homme. Là encore, la Société se trouve au cœur d'une actualité dont nos collègues français et étrangers se font régulièrement l'écho. Dans tous les secteurs des sciences de l'homme et de la société, les papiers de savants, d'institutions et de laboratoires (correspondances privées ou administratives, carnets ou notes d'expériences, journaux de terrain, circulaires internes et procès-verbaux de réunions, manuscrits d'ouvrages, photographies), mais également les cartes et les instruments etc., ont été négligés sans classement ni inventaire, voire détruits. Leur localisation même obéit malheureusement à une géographie variable en fonction des héritages, des prises de retraites et des nouvelles distributions dans l'organigramme des administrations de tutelle. Par concertation mutuelle ou initiative privée, les membres de la SFHSH ont entrepris une vaste action de valorisation *in situ*, lorsque les archives bénéficiaient d'un dépôt stable dans des bibliothèques (INSEE, Musée de l'Homme, Bibliothèque nationale en 1991-1992) et, dans certains cas, de véritable sauvetage⁶. Nous espérons actuellement que les liens institutionnels établis entre historiens, scientifiques et bibliothécaires lors des diverses réunions se matérialisent, mais il s'agit d'abord pour nous d'un programme d'activités (localisation, identification, catalogage, publication, voire exposition) de longue durée qui permettra, par exemple, le suivi des dossiers les plus préoccupants⁷. L'archive est, en effet, au cœur des travaux de la SFHSH. Le «genre cognitif», l'histoire interne des sciences dans leur jeu conceptuel, leurs «ruptures

épistémologiques» et leurs figures fondatrices, avaient il y a peu de temps la faveur exclusive des historiens des sciences formés dans le cadre universitaire de la philosophie. A la différence des historiens anglo-saxons qui développaient une analyse globale du phénomène scientifique sous toutes ses déterminations culturelles, sociologiques et ses pesanteurs politiques, on a tardivement perçu en France que la science est une institution, collective et essentiellement professionnelle, qui n'existerait pas sans organisation pratique, sans des lieux d'échanges critiques, des académies, des sociétés, des musées, des journaux spécialisés, des lieux donc de production d'une tradition de recherche et de sa reproduction (enseignements, manuels autorisés). Aujourd'hui, par la meilleure insertion de la recherche historiographique française dans le concert des études internationales, mais également parce que les jeunes historiens des sciences qui ont rallié notre association ont reçu des formations moins philosophiques, le rôle des archives scientifiques a été réévalué positivement. Les archives permettent en effet une approche descriptive fine et une mise en perspective de l'activité scientifique dans son contexte matériel, documentaire, rhétorique. Elles révèlent ce que cachent généralement les écrits des auteurs canoniques, à savoir le fonctionnement complexe des communautés, leurs tensions internes, la dynamique de leurs discussions, les prises de pouvoirs et l'émergence des écoles, etc. Par ailleurs, la confrontation des notes non publiées et de la matière imprimée (articles ou ouvrages) suggère des stratégies narratives et une invention rhétorique à l'œuvre dans l'argumentation scientifique «objective». Par différenciation avec les documents privés ou inédits, les écrits publiés conservent trace, à des degrés divers, de ces réécritures et de ces codes stylistiques destinés à appuyer l'autorité des démonstrations. On ne peut s'en aviser sans les sources archivistiques. Celles-ci



8. Charles Coulston Gillispie, «History of the Social Sciences», *Revue de Synthèse*, 4^e série, n° 3-4, 1988, p. 381.

9. Deux exemples récents, deux signes si l'on veut : la création en 1990 d'un «Centre d'étude de l'histoire de l'ethnologie» à l'Université de Paris VIII, dans le cadre duquel plusieurs maîtrises ont été enregistrées ou soutenues, et celle d'un poste «fléché» de professeur d'histoire de la psychologie à l'Université de Paris X.

10. Outre les exemples plus anciens de l'URA Paris I-CNRS «Épistémologie et histoire de la géographie» ou de l'URA «Histoire des théories linguistiques», animée par des historiens et des linguistes de l'Université Paris VII et du CNRS, on peut signaler les initiatives transdisciplinaires des Groupements de Recherche CNRS «Recherches en épistémologie et histoire du savoir ethnographique» (dir. Jean Jamin) ou «Biologie, Société et Culture» (dir. Albert Ducros et Michel Panoff), ainsi que le rassemblement de psychologues-historiens universitaires (Paris V, VII, VIII, X, XI, XII, XIII) au sein du Groupe d'études pluridisciplinaires d'histoire de la psychologie (1992).

nous sont, de ce fait, devenues nécessaires pour comprendre l'évolution des pratiques scientifiques dans un milieu social changeant, au-delà des lectures officielles et volontiers apologétiques. La valorisation des fonds d'archives est un des effets de ces nouvelles perspectives en histoire des sciences. Elle a fait d'ailleurs surgir, depuis peu d'années, d'intéressants objets d'enquête pour les historiens des sciences de l'homme, par exemple le rôle méthodologique de l'instrumentation ou de la photographie. Outre le dossier ouvert relatif à l'institutionnalisation et la professionnalisation de la recherche, elle alimentera sans nul doute une réflexion systématique (à la fois épistémologique, typologique et juridique) sur le statut et la construction de l'archive scientifique.

On ne peut évoquer ce renouvellement des problématiques sans évoquer celui du public et des acteurs de la recherche. La SFHSH a augmenté ses adhérents d'environ 20% tous les ans depuis 1987 et elle a attiré 250 chercheurs depuis sa création. Or l'histoire des sciences, ou du moins son auditoire, a changé durant les années 1980.

Les philosophes – j'entends un corps spécialisé et non tel ou tel – se sont détournés de l'étude des sciences humaines et, plus généralement, de la culture scientifique et technique. L'histoire des sciences de l'homme a d'abord été prise en charge par des chercheurs venus des sciences elles-mêmes qui, avec des attendus plus critiques qu'apologétiques, ont commencé à exhumer et étudier la face cachée des savoirs, leur inscription dans la société, les écoles perdues ou refoulées, les mécanismes d'instauration des légitimités symboliques et les cadres proprement disciplinaires de la science «normale». L'apport des «scientifiques» fut suffisamment massif pour que l'historien des idées Charles Coulston Gillispie s'inquiât de cette situation. Lors du colloque de 1986, il remarqua, comme un trait de

culture nationale, qu'en France tout le monde se saisit de l'histoire, ajoutant – en manière de défense de sa propre profession – que malheureusement ce qui est l'affaire de tout un chacun n'est l'affaire de personne⁸.

Les historiens seront bien sûr sensibles à cet argument qui concerne un «territoire», comme au scepticisme qu'il pouvait nourrir. Néanmoins, ces craintes ne se sont pas réalisées. Si les chercheurs d'origine scientifique ont envisagé leurs études historiographiques comme une propédeutique (polémique ou non), ils sont souvent devenus de véritables historiens, avec les exigences d'un métier, au titre d'une double formation. Dans un même ordre d'idées, nous avons perçu, depuis peu d'années, un retournement de tendances favorable au dialogue entre historiens et praticiens des sciences. En dépit de résistances toujours présentes, les blocages administratifs et disciplinaires dont faisaient mention trop de rapports préliminaires au Colloque de 1986 sont en voie d'être levés. L'approche généalogique des théories et des grands textes est dorénavant intégrée dans certains cursus de l'enseignement supérieur⁹. Des équipes CNRS ou universitaires se sont constituées pour susciter l'échange réciproque entre historiens et scientifiques, dans le respect des compétences de chacun¹⁰. Nul doute que ce mouvement, encore inchoatif, trouvera dans des programmes européens de nouvelles occasions de se renforcer. En tout cas, les colloques de la SFHSH l'auront anticipé en faisant, au bénéfice de tous, la part égale aux intervenants d'origines professionnelles diverses. D'autre part, on peut constater un accroissement relatif et régulier des historiens de formation, professionnels ou étudiants en thèse, parmi les membres de la SFHSH, et incidemment au sein du Conseil d'Administration. Le déficit des philosophes y est d'autant plus marqué. Il explique maintenant en partie la redistribution des problèmes jugés importants pour l'avancement des travaux.

Les historiens, et les scientifiques qui collaborent à la dynamique de la recherche, cultivent traditionnellement peu d'intérêt pour une épistémologie généraliste. Pour eux, la spécificité des sciences de l'homme, comprise dans leur mise en place, leur méthode ou leurs finalités, se donne historiquement. Assurément l'épistémologie a des vertus analytiques dont on ne saurait se passer. Peu d'historiens refuseraient un usage raisonné des modèles offerts par l'herméneutique kuhnienne, foucaldienne ou feyerabendienne, quoique des outils d'analyse plus sociologiques aient leur faveur. Le problème des critères de scientificité et des modes d'administration de la preuve reste néanmoins subordonné à la recherche empirique, sans priorité absolue ni nécessité apodictique.



11. En tout premier lieu, la dualité Science/Idéologie, rebaptisée Science/«Savoir» dans la vulgate foucaldienne, et dont voici un exemple édifiant emprunté à un manuel scolaire pour la classe de philosophie : «en sciences humaines, le chercheur étudie une activité humaine : le sociologue, par exemple, questionne le comportement de l'homme en société. Mais, parce qu'il fait lui-même partie de cette société, il est à la fois sujet et objet, et ses travaux, déroulés dans un cadre institutionnel et idéologique particulier, restent équivoques quant à leur signification : la sociologie ne sera donc pas une science véritable, mais un savoir», Jacqueline Russ, *Savoir et pouvoir*, Paris, Hatier, «Profil formation», 1980, t. 1, p. 65.

12. La grande série de Georges Gusdorf, éditée par Payot, «Les sciences humaines et la pensée occidentale», a débuté en 1966, l'année même où Michel Foucault publiait *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard.

13. Si l'*Histoire de la science* publiée en 1957 sous la direction de Maurice Daumas dans l'Encyclopédie de la Pléiade leur accorde une large place, elles sont pareillement absentes de la grande *Histoire générale des sciences* (1957-1964) éditée aux PUF par René Taton (à l'exception de la préhistoire annexée à la géologie) et des *Éléments d'histoire des sciences*, édités par Michel Serres, Paris, Bordas, 1989.

14. J'ai cherché à traduire dans ce qui suit des interrogations ou des points de ralliement que je vois souvent reconduits dans les publications, les communications formelles ou informelles des collègues, les thèses, etc. Il va de soi que tous les points de vue sont ouverts à discussion et que la Société ne prétend en aucune façon imposer une «ligne» théorique à ses travaux. Elle n'en a d'ailleurs ni la possibilité ni la volonté. Soit donc la question : spécificité (irréductibilité) ou non de l'historiographie des sciences de l'homme ?

Ces choix méthodologiques renouvelés en histoire des sciences ne sont pas spécifiques au domaine de l'histoire des sciences humaines. Ils ne sont pas non plus, à proprement parler, nouveaux. Mais alors qu'une approche internaliste, accordée au seul programme d'une raison logicienne paraissait majoritaire dans les années 1960-1970, l'historicisme s'est imposé par le revirement intellectuel des acteurs de la recherche après 1980. La hiérarchie des points de vue s'est modifiée. Le changement générationnel et l'origine professionnelle des intéressés ne sauraient néanmoins tout expliquer. En favorisant une perspective pluraliste, la recherche collective initiée par la SFHSH a fait apparaître des niveaux de complexité inattendus qui ont, en retour, rendu inopérantes au plan historiographique la plupart des catégories habituellement associées à l'examen épistémologique des normes de scientificité¹¹. Alors qu'on cessait de voir dans la productivité conceptuelle des sciences de l'homme l'emblème de leur rationalité intrinsèque, on mesurait mieux ce qu'avaient d'artificieux les grandes controverses sur l'idéologie dans les sciences, sur les notions de «ruptures», de «crise des fondements» ou sur le cli-

vage logique interne / surdétermination externe. De Canguilhem à Foucault, l'école d'inspiration bachelardienne avait considéré l'histoire des sciences comme un analyseur privilégié de la démarche spécifique de la connaissance objective. Elle partait du principe, peu questionné dix ans auparavant, que les sciences de l'homme, ces «sciences dont notre «humanité» s'enchant depuis plus d'un siècle» (M. Foucault) obéissaient moins à l'approfondissement d'un type de rationalité spécifique qu'à des normes socialement imposées, autrement dit à une logique de l'histoire contrainte et contraignante, toujours externe. Elles paraissaient donc, dans leur exercice et leurs visées, un système de pouvoir, ou des «techniques idéologiques d'adaptation et de réadaptation sociales» (L. Althusser), dont l'affinement ne cachait pas la commande politique autoritaire. De ce fait, les historiens des sciences français n'ont pas admis sans réserves sévères la légitimité de l'histoire des sciences de l'homme. En un mot, celles-ci ne pouvaient pas prétendre au statut de «sciences», sinon sur le mode minorant des épithètes péjoratives ou des préfixes assassins : les sciences de l'homme, pseudo-sciences, quasi-sciences, sciences fausses. Alors que l'histoire intellectuelle des idées leur faisait à l'étranger et parfois en France large accueil, et l'on songera ici à saluer l'entreprise pionnière et toute solitaire de Georges Gusdorf¹², certains manuels généraux n'y faisaient pas même référence¹³.

J'ai rappelé brièvement ces circonstances et le traitement «à la française» du problème méthodologique posé par ces disciplines «paradoxaux» pour témoigner d'une réorientation récente des études. La SFHSH, il me semble, a accompagné et favorisé un certain «dévrouillage épistémologique». Les chercheurs ont pris acte qu'il fallait travailler dans la continuité et l'interdisciplinarité pour servir la cumulativité du savoir historique. Il fallait, au-delà des objectifs pratiques de sauvegarde, établir la base d'érudition et les textes,

construire la périodisation pertinente des pôles disciplinaires et, en deçà, interroger leur commune dérivation vis-à-vis d'une thématique générale qui, entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, prend l'homme pour objet (et enjeu) de connaissance. Cette investigation théorique complexe n'est, bien sûr, qu'ébauchée. Mais elle est mobilisatrice. Elle rejoint les préoccupations des historiens des sciences classiques qui, par exemple et pour rester dans l'élément d'une même généralité, ont questionné la lente constitution d'objets inédits, tels le «vivant» (Georges Canguilhem, Jacques Roger, John Greene et leurs disciples). Sous ce registre d'analyse, l'histoire des sciences humaines et sociales devient complémentaire de l'histoire des sciences générales. Elle ajoute à l'édifice ses propres chantiers. Leur seule particularité notable, si elle doit être soulignée par rapport aux annales des sciences mathématiques, physiques ou biologiques, réside dans le caractère récent – ou tardif, eu égard à la mise en œuvre des savoir-faire techniques antérieurs – de la formation des corps de spécialités. Par là est ordonné un programme de recherche dont peut bénéficier, par réflexivité critique, l'histoire des sciences générales. J'indiquerais ici seulement quelques pistes suggestives¹⁴.

Les travaux réalisés lors des journées d'études et les colloques de la SFHSH ont fait voir la relativité des catégories et des outils méthodologiques souvent requis par l'historiographie des sciences. Du fait que les sciences de l'homme sont, d'un point de vue institutionnel, plus récemment établies, et que la contestation – épistémologique ou idéologique – dont elles font l'objet implique des luttes pour la reconnaissance et le monopole du savoir ordinairement occultées dans les autres secteurs de la recherche, elles manifestent avec peut-être plus de visibilité un nécessaire fonctionnement socio-professionnel de la science, irréductible à sa seule direction théorique. Le niveau des pratiques, l'utilitarisme à courte

vue souvent dénoncé dans le cas des sciences de l'homme, la dimension «essayiste» qui en ferait l'originalité, les négociations obligées qu'exige sur un plan budgétaire, idéologique, technique leur développement même n'ont cependant rien de spécifique. Toutes les sciences procèdent et participent d'un univers social et matériel particulier, elles témoignent elles aussi de cet arbitraire politique et historique, trop souvent oublié. De ce fait et par confrontation, une historiographie «ouverte» des disciplines réputées «dures», «pures» ou «exactes» gagnera en intelligibilité en étudiant «comment cela se passe» dans les sciences de l'homme. L'exemple récent des études consacrées à la dimension textuelle et à la rhétorique des savoirs scientifiques, études menées initialement dans le cadre de l'analyse «déconstructionniste» des discours ethnologiques par Clifford Geertz, James Clifford, etc., prouve que des emprunts méthodologiques entre les diverses histoires des sciences sont à la fois féconds et nécessaires. Tout indique qu'ils se multiplieront.

D'autre part, dans la trajectoire des formules kuhnniennes mises en œuvre dans *La structure des révolutions scientifiques*, les sciences sociales et humaines ont été parfois distinguées sélectivement par un statut jugé «pré-paradigmatique», désignant donc la division des écoles, un rapport critique (ou contradictoire) à la définition de l'objet ou aux méthodes valides. Le concept a fait recette, en dépit de Kuhn lui-même. Il reposait sur une pétition de principe argumentative, à savoir que les «vraies» sciences se construisent historiquement dans un accord théorique et l'identification d'un objet unanimement reconnu. Néanmoins, il faut là encore mettre en question ce clivage simpliste et peu approprié à l'étude (même épistémologique) des sciences en général. La pluralité des «paradigmes» pour telle ou telle période considérée n'est pas un critère suffisant de sous-détermination théorique. Il s'agit d'un



15. On les trouvera résumés dans John Greene, «From Aristotle to Darwin : Reflections on Ernst Mayr's interpretation in *The Growth of Biological Thought*», *Journal of the History of Biology*, vol. xxv, n° 2 (summer 1992), en part. p. 275 sq.

phénomène qui loin d'exprimer une forme de marginalité propre aux sciences humaines a été pareillement signalé par les historiens des idées scientifiques, au sens large du terme. Des travaux récents ont par exemple montré qu'à la charnière des XVIII^e-XIX^e siècles la biologie pré-darwinienne est le champ d'affrontement de quatre paradigmes distincts et concurrents¹⁵. Puisque la production scientifique n'impose a priori aucun protocole d'unification des objectifs de savoir non plus que de sa langue, et que cette situation de rivalité enrichit de toute sa créativité heuristique l'activité régulière des sciences les moins contestées, il semble que la réalité «pré-paradigmatique» des sciences de l'homme ne soit en rien singulière ou anormale. Telle qu'elle est ressaisie historiquement, cette réalité qu'on a pu mettre au principe de leur état de crise permanent, comme une incapacité constitutionnelle à se donner un objet légitime univoque, est d'ailleurs mal nommée. Les travaux conduits sous les auspices de la SFHSH, lors des colloques et lors des réunions préparatoires aux journées d'études, ont montré que l'inflation des modèles, des objets, des procédures opératoires ne qualifie pas un stade «pré-paradigmatique» typique des sciences sociales. L'historien aurait tout intérêt aujourd'hui à penser le caractère «pluri-paradigmatique» des sciences de l'homme dans sa valeur analytique, comme l'un des attributs normaux de la plupart des autres disciplines scientifiques. En tout cas, on ne saurait y déceler un concept différentiel – ou un stigmate – des problématiques prenant l'homme pour sujet d'enquête.

Reste un fait avéré : quoique masquées sous un discours unanimiste à usage externe (l'universalisme savant), les luttes d'influence – les censures – entre écoles concurrentes comme l'existence de styles nationaux de science ne sont pas propices à l'établissement de véritables consensus disciplinaires. Déjà, dans une perspective contemporaine, il y a

quelque gageure à parler sur un mode unitaire de «la» sociologie ou de «l'»anthropologie. Mais l'approche génétique fait plus encore accéder la «discipline» au statut d'objet problématique. On ne saurait donc y voir un préalable – ou un confort – des études historiographiques. Cette mise en perspective du concept de discipline me paraît l'un des apports majeurs des travaux collectifs organisés sous l'égide de la SFHSH. La plupart des publications portant sur l'institutionnalisation, l'individualisation chronologique des objets, les sociétés savantes, si nombreuses au XIX^e siècle qu'elles dessinent un espace de sociabilité, attestent des «collèges invisibles» d'auteurs et des réseaux théoriques dont la complémentarité ou la solidarité effective nous échappent partiellement aujourd'hui. La cartographie des savoirs a considérablement varié entre XIX^e et XX^e siècles. Il n'est pas possible d'assurer l'approche historique de telle ou telle discipline dans l'unité d'un objet qui resterait identique à soi, à travers le temps.

L'analyse des théories organicistes et vitalistes de la société (auxquels il convient de rapporter les thématiques héréditaristes, raciologiques, hygiénistes, eugénistes, évolutionnistes, etc.) découvre autant de dénominateurs communs aux sciences de la nature et aux sciences de l'homme qui troublent les limites de domaines d'expérience qu'on pensait communément associées à une série d'objets scientifiques distincts, bien caractérisés. Les travaux avancés dans ces questions tendent à montrer que le champ de savoir des sciences de l'homme, comme il s'est historiquement constitué depuis la fin du XVIII^e siècle, n'obéit ni en extension, ni en compréhension, au découpage disciplinaire actuel. La conscience d'unité des lois de la nature et le privilège des formalismes logiques et mathématiques conjuaient leurs motifs pour favoriser les passages et multiplier les interfaces érudites entre médecine, géographie, histoire naturelle, statistiques et expertises administratives. La

division tardive du travail intellectuel nous a rendu ces convivialités théoriques incontestablement étranges, certainement étrangères. L'histoire des sciences a pour elle cette vertu (d'aucuns diraient ce tort) de dépayser nos lieux-communs ou nos univers de signification les mieux stabilisés.

Sous un autre point de vue, l'examen lexicographique des noms des sciences eux-mêmes atteste des déplacements de sens, voire des traitements métaphoriques qui transgressent les «frontières» épistémologiques admises. Des concepts équivoques (pour nous) tels la «physique» ou la «physiologie sociale», «l'anatomie morale», «l'éthologie politique», la «chimie raciale», la «paléontologie linguistique», «le darwinisme social» ou «l'histoire naturelle des sociétés humaines», etc., ont eu leur heure de validité, scientifiquement sanctionnée par des écoles qui les plébiscitaient en les reconnaissant. Certes, la transformation des savoirs a contribué au rejet scientifique de ces transferts analogiques qui, d'ailleurs, renaissent incessamment sous d'autres formes (modèles thermodynamiques, auto-organisationnels, cognitivistes, sociobiologistes, etc.). Ils ont cependant participé d'une même aventure intellectuelle pour la compréhension du «phénomène humain», ses aspects bio-médicaux, sa «place dans la nature», ses comportements individuels, ses activités sociales et aptitudes sémiotiques. Pour différents qu'ils soient de nos modes de pensée, ils restent pour l'historien des «moments» culturels dans l'évolution des sciences humaines, au même titre que le paradigme newtonien en chimie ou en biologie au XVIII^e siècle. Et si l'on songe, par exemple, à la puissance d'évocation presque irrépressible des métaphores organicistes dans la sociologie pré-durkheimienne, on ne saurait, sans autre procès, les rejeter dans l'enfer des «perversions logiques». Discréditées ou non, ces rationalisations désignent encore des choix qui furent opérés dans le passé, et donc des problèmes qu'il nous faut bien résoudre.



16. Cf. Stefan Collini, «“Discipline History” and “Intellectual History”. Reflections on the historiography of the social sciences in Britain and France», *Revue de Synthèse*, 4^e série, n° 3-4, 1988, p. 391.

17. Secrétariat général de la SFHSH : Claude Blanckaert, Centre Alexandre Koyré, Muséum national d'histoire naturelle, Pavillon Chevreul, 57 rue Cuvier, 75231 PARIS Cedex 05.

Pourquoi a-t-on fait ces choix ? Sous quels attendus méthodologiques et pour quel bénéfice espéré ? En bref, pouvait-on, dans le temps considéré, choisir d'autres alternatives dans un ensemble de possibles théoriques ? Toutes ces « questions vives » sont à l'horizon des recherches de la SFHSH. La sensibilisation des chercheurs à l'histoire lexicographique des notions et concepts dessine pour les années à venir un programme de recherches novateur.

Pour toutes ces raisons, l'instauration historique des spécialités professionnelles est devenue un enjeu central pour les historiens des sciences de l'homme. L'interroger suppose dorénavant qu'on élabore une véritable problématique de la *disciplinarisation* permettant d'éviter « l'effet de tunnel », c'est-à-dire la lecture anachronique à finalité pédagogique ou hagiographique (les « précurseurs » et « pères fondateurs »), souvent reprochée au traitement historique par disciplines¹⁶. Cette problématique de la disciplinarisation aura vocation de plus en plus à dialectiser les oppositions figées de l'histoire traditionnelle des sciences (continuité/discontinuité, interne/externe, positivité/subjectivité, présentisme/historicisme, réalisme/constructivisme, reconstruction « rationaliste »/reconstruction « sociologique », etc.). On découvrira sans nul doute qu'il s'agit d'un phénomène général, décelable aussi bien dans la naissance des sciences de la nature que dans celle des sciences de l'homme.

Ainsi la barrière supposée, qui prenait parfois la forme d'une interrogation normative (ou soupçonneuse) – l'histoire des sciences de l'homme est-elle une histoire des sciences comme les autres ? – tombe, dès lors qu'on cesse de réifier les objets et les corps d'hypothèses. Pour l'historien, toutefois, les sciences humaines, à l'instar des sciences mathématiques ou biologiques, conservent leur particularité trans-disciplinaire liée à l'objectivation de la catégorie « homme » et à l'invention historique de domaines d'objets inédits, le mental, l'inconscient, le social, le culturel, le symbolique, etc. La recherche empirique ouverte par la création de la SFHSH trouvera dans ces différences et homologues l'occasion d'interroger les modalités d'émergence d'un tel regard réflexif de l'homme sur lui-même. Les zones d'ombre n'y manquent pas.

En quelques années, la SFHSH a su faire aboutir la plupart de ses projets initiaux. La série de ses publications et le succès de ses réunions sont d'ores et déjà des garants visibles de sa vitalité. Mais si la durée d'une institution s'avère, comme le remarque C.C. Gillispie, un test de viabilité pour le domaine envisagé, nous sommes encore, jeunesse oblige, en régime de faiblesse. Aussi je ne saurais conclure sans convier les chercheurs intéressés, toujours plus nombreux, à rallier la Société et décider avec nous des perspectives d'avenir¹⁷.